



Policiers Municipaux... En colère

Les organisations syndicales CGT, Cfdt, FO, FA-FPT, UNSA et le SNPM-CFTC sont aujourd'hui dans l'action pour faire connaître à la population les difficultés auxquelles la profession est confrontée.

Alors que le parlement travaille sur une nouvelle loi (LOPSI 2) transférant vers les communes de nouvelles missions jusqu'ici exclusivement accomplies par la Police d'Etat, les Policiers Municipaux ne voient ni leurs moyens ni leur traitement revalorisés.

L'Etat aujourd'hui n'est plus en mesure d'assumer l'intégralité de ses missions et n'entend pas s'en donner les moyens. Il engage donc de fait un vrai choix politique en refusant de payer et en transférant cette charge sur les communes. Il diminue donc ses effectifs et attend des communes qu'elles pallient à ses carences en recrutant des Policiers Municipaux.

Les Policiers Municipaux constatent la rupture d'égalité des citoyens face aux problèmes de sécurité quotidienne qui progressivement se renforce de par le désengagement de l'Etat dans la réalisation de ses missions. Les collectivités se doivent d'y pourvoir et ne peuvent le faire qu'en fonction de leur richesse entraînant ainsi de fortes disparités territoriales.

*Les Policiers Municipaux **ne refusent pas par principe** d'accomplir les missions supplémentaires qui leur sont confiées. Toutefois ils souhaitent légitimement que soient revue l'intégralité de leur situation (salaires, pénibilité, dangerosité, conditions de travail et d'emploi) en adéquation avec ces nouvelles prérogatives.*

Nous disons au gouvernement, assez de charger la barque sans aucune contrepartie sociale, **votre sécurité nous concerne, notre situation vous concerne.**